


RAPPORT

Evaluation Rapide de Protection des Personnes déplacées internes d'Essakane à Timmèwène, Tintiklite et Tangambara (Tintelout).

 <p>Timmèwène : Lat : N 16°37'58" Long : 03°18'22" Alt: 274,8m Précision : 7.4 m</p> <p>Tintiklite : Lat: N16°37'43" Long: 03°17'57" Alt:290'9m Précision :7.4m</p> <p>Tangambara: Lat: N16°38'49" Long : 03°15'27" Alt :260m Précision :7.8m</p>	Dernière mise à jour	05/11/2021
	Dates de l'ERP	30/10/2021 au 03/11/2021
	Localités affectées	Localités de départ : Région : Tombouctou Cercle de : Goundam Commune d'Essakane Village d'Essakane Localités d'accueil : Région de : Tombouctou Cercle de : Tombouctou Commune de : Alafia Village de Tintelout. Village/Site de : <i>Timmèwène, Tintiklite et Tangambara.</i>
	Population affectées	Suite aux focus groups de discussions et entretiens avec les informateurs clés il ressort que la population affectée d'Essakane concernée par cette évaluation est estimée à 111 ménages soit 650 personnes réparties entre 181 hommes, 189 femmes, 172 garçons et 108 filles. La communauté d'Essakane est essentiellement composée de Tamasheq (Noirs et blancs) , songhoï et tirent leurs sources de revenus de l'agriculture et de l'élevage.
Déclencheur de l'ERP	L'évaluation a été déclenchée à la suite d'une alerte partagée par le programme RRM NRC à la date du 26/10/2021 faisant cas de l'arrivée de Personnes déplacées internes dans la commune rurale d'Alafia, village de Tintelout. A la date du 22 octobre 2021, des hommes armés auraient procédé à des enlèvements et détentions de personnes dans la zone d'Essakane cercle de Goundam qu'ils gardent avec eux dans leur base. Selon les sources contactées ces représailles seraient dues à l'attaque des	

	<p>groupes armés à idéologie religieuse du 17 octobre dans la zone de Hamzakoma, qui aurait occasionné des pertes en vie humaines du côté des GANE dans la zone. Selon les mêmes sources, ces représailles s'expliquent par le fait que les GANE auraient pris la population locale comme des informateurs pour les forces armées dans les deux localités d'Essakane et Hamzakoma. D'où les actes d'intimidations et de menaces perpétrés contre la population civile. Alors suite de ce climat de peur et d'insécurité, la population locale aurait quitté leur site d'origine pour s'installer le long du fleuve dans la commune d'Alafia (Tintelout) précisément sur les sites de Tinmèwène et Tintiklite.</p>					
	Méthodologie	<p>La méthodologie utilisée pour la collecte des informations lors de la mission d'ERP inclue les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 Groupe de discussions hommes de 25 à 40 ans, - 02 Groupes de discussion hommes de 50 à 60 ans - 01 groupe de discussions femmes 25 à 40 ans, - 02 groupes de discussions femmes de 50 à 60 ans ; - 02 Informateurs clés hommes de 26 à 40 ans et de 50 à 60 ans, - 02 Informatrices clés femmes de 18 à 25 ans et 26 à 40 ans - 09 observations directes de l'équipe. 				
	Résumé des problèmes rapportés	Abandon de biens et matériels	Violences Physiques (Coups et blessures)	Perte des documentations civils (CNI, AN etc...	Détresse émotionnelle des enfants,	Restriction de mouvement
	Résumé de la situation et recommandations au Cluster Protection	<p>PRESENTATION DU CONTEXTE GENERAL :</p> <p>La situation sécuritaire des sites de l'ERP est volatile. La peur, l'intimidation et les menaces d'assassinats et d'enlèvements restent un danger qui guette les communautés. Les communautés ne sont pas toujours libres de leurs mouvements sur leurs sites et aux alentours. La route qui mène au village de Tintelout est sujet à des attaques, des braquages, des intimidations et des assassinats. Pour échapper aux violences et être en sécurité, les communautés ont préféré obéir aux groupes armés à idéologie religieuse qui contrôlent la zone. Les autorités locales ainsi que les populations de la zone sont tenues de respecter les consignes données par les groupes armés à idéologie religieuse.</p> <p>PRESENTATION/DESCRIPTION DU SITE DE L'ERP :</p>				

Tintelout est un village situé à 38 km de Tombouctou dans la commune de Alafia, cercle de Tombouctou, il est limité au Sud-Est par Issafaye, à l'Ouest par Douekiré, au Sud par Tiessou Bibi, au Nord par Tinekrew et Echauwak, au Nord-EST par Nibkit et à l'Est par Sourgou-Sarey.

A l'instar du chef-lieu de la commune, l'agriculture et l'élevage sont les sources principales de revenu du village de Tintelout. La situation sécuritaire de la commune est relativement calme ces temps-ci depuis l'attaque du camp militaire d'Acharane le 17 octobre 2021 dans la commune d'Alafia. Cependant la méfiance règne toujours sur la route de Tombouctou-Goundamqui est l'axe qui permet d'accéder à la zone et qui fait état de beaucoup d'attaques et de braquages.

ACTION EN COURS :

Les actions en cours pour ces Personnes déplacées sont les suivantes :

- Evaluation multisectorielle des besoins des ménages par le programme RRM/NRC,
- Référencement des cas nécessitant une documentation civile au programme ICLA de NRC

RESUME DES RECOMMANDATIONS PRINCIPALES DE L'ERP :

- Faciliter la mise en place d'un mécanisme de protection communautaire afin de renforcer les capacités locales de protection à travers le renforcement des mécanismes communautaire,
- Continuer l'identification des cas individuels de protection afin d'assurer une prise en charge de ces cas
- Conduire des séances de sensibilisation liée aux risques de VBG, la documentation civile et la protection de l'enfance ;
- Appuyer les PDI dans l'octroi de la documentation civile surtout les cartes d'identité et extrait d'acte de naissance.
- Faire un suivi régulier de la situation de la zone, la situation sécuritaire reste inquiétante ;
- Réaliser des latrines d'urgence désagrégées par sexe dans les sites d'accueil et en tenant compte de l'accès des personnes en situation de handicap
- Créer des centres d'apprentissage temporaire pour les enfants sur les sites de déplacés,

		<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une assistance alimentaire inconditionnelle pour une période minimum de trois à quatre mois. - Renforcer la résilience des ménages en soutenant les activités génératrices de revenus - 					
	Niveau de l'alerte	<table border="1"> <tr> <td style="background-color: #a6c9ec;">1 (Faible)</td> <td style="background-color: #008000;">2</td> <td style="background-color: #ffff00;">3</td> <td style="background-color: #ff8c00;">4</td> <td style="background-color: #ff0000;">5 (Elevé)</td> </tr> </table>	1 (Faible)	2	3	4	5 (Elevé)
1 (Faible)	2	3	4	5 (Elevé)			

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations
Sécurité, déplacement et protection générale	4	<p>Les Personnes déplacées internes (PDI) qui se trouvent sur les sites de Tinmèwène, Tintiklite et Tangambara se sont déplacées suite aux intimidations et les menaces du village Essakane dans la commune d'Essakane, cercle de Goundam par des groupes armés à idéologie religieuse le 22 Octobre 2021. On note dans leurs localités d'origine une forte présence des groupes armés qui sèment la terreur.</p> <p>D'après les personnes interrogées, la situation sécuritaire reste toujours inquiétante pour les personnes déplacées et la communauté d'accueil dans les trois (03) localités d'accueils visitées car elles disent que les groupes armés à idéologie religieuse peuvent à tout moment faire irruption sur les sites (accueils). Cette peur est liée à la présence du camps des FAMA dans la zone d'accueil, qui à leur avis pourrait les exposer. Les menaces dans la localité d'origine auxquelles étaient confrontés ces personnes déplacées internes (toutes les catégories) sont entre autres : la peur d'être attaquées et agressées, les enlèvements, les intimidations et les assassinats.</p> <p>Les personnes déplacées internes (PDI) affirment que les causes de ces problèmes dans les localités demeurent</p>	<p>Aux autorités administratives et politiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les mesures de police pour la sécurisation des personnes et leurs biens. <p>AU GT Documentation Civile :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les PDI dans l'octroi de la documentation civile surtout les cartes d'identité et extrait d'acte de naissance.

l'insécurité, l'intimidation et la peur, c'est ce qui a occasionné leur déplacement sur ces trois sites sans rien emporté avec elles.

Selon les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés, les personnes déplacées internes ont mentionné qu'elles ne se sentent pas en sécurité à cause de la présence des forces armées maliennes (FAMA) dans la zone qui représente un danger pour ces déplacés et les communautés hôtes car le camp militaire a été la cible des groupes armés à idéologie religieuse le 17 octobre 2021 et les populations sont aussi souvent accusées par les groupes armés d'être des indicateurs pour l'armée.

Selon la communauté, la liberté de mouvement est restreinte dans ces trois localités évaluées. Ainsi les brousses sont déclarées comme des zones d'insécurité pour les personnes déplacées internes et les communautés d'accueil en raison des de la présence des groupes armés à idéologie religieuse et des braquages faits par les bandits de la zone.

De ce fait, les communautés n'ont pas la possibilité d'aller loin pour chercher du bois de chauffe et satisfaire leurs besoins naturels. Les informations reçues des groupes de discussions et des entretiens avec les informateurs clés ont montré que les évènements passés à Essakane ont déstabilisé la localité en engendrant un sentiment de peur, de méfiance et d'insécurité au sein des communautés.

Les entretiens et les discussions de groupe révèlent que la plupart des PDI ne possèdent pas de documents d'état civil tels que les pièces d'identité pour les adultes et les actes de naissance pour les enfants.

<p>Mouvement de populations</p>	<p>Il ressort des discussions de groupes et des entretiens des informateurs clés que les facteurs qui ont exhorté cette communauté à quitter leur localité d'origine sont : les assassinats l'insécurité recrudescente, les attaques incessantes et sans motifs, les intimidations, les menaces, le sentiment de peur lié à la présence des groupes armés à idéologie religieuses dans la zone.</p> <p>Par ailleurs, les PDI affirment avoir pris la décision de partir de leur localité d'origine de façon spontanée à cause de la peur et des intimidations qu'elles ont subi et ont décidé de s'enfuir dans la discrétion mais certaines PDI se sont concertées pour partir en groupe.</p> <p>Au regard des discussions dirigées et les informateurs clés, les itinéraires suivis par les déplacés sont de deux type à savoir : Essakane-Timbella-Douekiré-Tinkeria- Acharanne-Timewenne et Faradj-Toumba-Infarakane-Timbaba-Tinan-Ararane-Tintiklit.</p> <p>A la lumière des discussions, certains sont partis dans d'autres localités non spécifiées par les participants à l'ERP. Les moyens de transport utilisés par les Personnes Déplacés Internes sont les dos d'âne, les pieds et les charrettes car elles n'ont pas des moyens financiers pour recourir à d'autres moyens de transport. Et dans cette ferveur les PDI disent n'avoir rien emporté avec elles, par contre une minorité a pu amener une couverture et un bidon d'eau. Selon les propos des PDI elles ont été installées et appuyées en kits NFI (couvertures, nattes) et en vivres par les communautés d'accueil des trois sites. Les PDI disent vouloir retourner sur leur site d'origine une fois que l'accalmie y reviendra mais, pour l'instant, elles comptent rester sur le site d'accueil et ne déménager nulle part car s'y sentent en sécurité et à l'aise. Il est à noter que</p>	<p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assister les PDI en kits NFI (couverture, nattes, moustiquaires, habits), - Assister les PDI en vivres.
--	--	---

		<p>les PDI ont une inquiétude par rapport à leur dépendance aux communautés hôtes car les stocks de vivres de ces communautés hôtes commencent à être épuisés et cela peut engendrer des problèmes d'insécurité alimentaire et dans leurs cohabitations.</p>	
<p>Cohésion sociale</p>		<p>Il est ressorti des groupes de discussion et des entretiens avec les informateurs clés que les relations qu'entretiennent les déplacés et les communautés hôtes sont bonnes. Les PDI sont bien accueillies par les communautés hôtes, avec qui elles partagent une même culture et appartenance ethnique. Grâce à ces liaisons, elles sont bien intégrées et acceptées au sein des communautés hôtes. Les communautés hôtes leur apportent une assistance pour des besoins alimentaires et de logements, dans la mesure des moyens dont elles disposent. Les communautés hôtes disposent de moyens très limités. En l'absence d'assistance humanitaire rapide, le risque d'insuffisance de denrées locales pourrait mener à des tensions entre communautés hôtes et populations déplacées.</p>	<p>Aux acteurs de la Sécurité alimentaire, Abris/Biens Non Alimentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apporter une aide matérielle (alimentaire, vestimentaire, kits et abris) aux communautés déplacées,
<p>Protection de l'enfance</p>		<p>Les observations de l'équipe, les groupes de discussions et les entretiens avec les informateurs clés ont permis de savoir que les enfants PDIs sont au nombre 280 dont 172 garçons et 108 filles et qu'aucun d'entre eux n'a été touché physiquement mais d'autres ont été touchés psychologiquement par cette attaque (cfr section Ressenti Psychologique).</p> <p>Il n'y a pas d'enfants, disparus, séparés ou non-accompagnés.</p> <p>Le constat est que certains enfants sont totalement nus, d'autres à moitié habillés ce qui peut les exposer à la prédation et donc aux risques de VBG. Aucun des enfants observés sur les sites ne portent pas de chaussures, ce qui les expose aux maladies et autres aléas et joue sur leur</p>	<p>Aux acteurs de la protection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les enfants en kits vestimentaires ; - Doter les enfants des extraits d'acte de naissance ; - Organiser des sensibilisations sur l'importance de l'accès à la documentation civile, - Créer des espaces amis des enfants sur les 3 sites d'accueil. <p>Aux acteurs de l'éducation :</p>

		<p>droit à l'épanouissement.</p> <p>La plupart des enfants ne possèdent pas de d'acte de naissance et n'ont jamais été scolarisés et aucune disposition n'est prise pour l'instant pour leur réinsertion dans le système scolaire. Les enfants déscolarisés qui se retrouvent dans la rue sont exposés à de nombreux risques affectant leur santé et aux violences basées sur le genre des risques des maladies et blessures. Les menaces pour les enfants sont le viol, l'enlèvement etc... ces enfants (filles et garçons) de 10 à 15 ans sont exposés à ces menaces</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des centres d'apprentissage temporaires pour les enfants
<p>Violences basées sur le genre</p>		<p>Au cours des groupes de discussion et selon les entretiens avec les informateurs clés, il a été ressorti qu'aucun cas de violences basées sur le genre n'a été encore signalé sur les sites d'accueil depuis leurs arrivées.</p> <p>Par ailleurs, il a été rapporté que les femmes ont subi de nombreuses violences basées sur le genre (violences émotionnelles mais aussi physiques, viols, mariages précoces et forcés) et se sont vues imposées un code vestimentaire strict de la part d'hommes armés à idéologie radicale qui ont investi le village.</p> <p>Aux regards des discussions et des entretiens avec les informateurs clés, aucune disposition n'est prise pour palier à ces problèmes de VBG. Les femmes n'osent pas en parler sous peine d'être stigmatisées, dénigrées, maltraitées et menacées de mort. Pour ces raisons, personnes n'ose parler de ce qui lui est arrivé et chercher une prise en charge, même après avoir subi des atrocités. Selon les PDI les autorités villageoises n'accordent aucune importance à la gravité de ces actes de VBG sur le site d'origine. Les femmes ont peur de se mouvoir par peur d'être violées car c'est une situation qui prévaut même depuis avant la crise. Les femmes (surtout du site de Tintiklite) sont obligées d'aller loin pour chercher de l'eau</p>	<p>Aux acteurs de VBG</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tenir des séances de sensibilisation sur les types de VBG ainsi que leurs conséquences (notamment les mariages d'enfant/forcés) ainsi que les services disponibles. <p>Aux acteurs du Wash :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des latrines séparées par sexe, - Réaliser des points d'eau modernes sur le site de Tintiklite - Organiser des activités de sensibilisation sur l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)

		de boisson, pour la satisfaction de leurs besoins naturels (il n'existe pas de latrine sur les trois sites visités), pour le ramassage du bois de chauffe sachant bien que la distance les épuise et les expose.	
Personnes à besoins spécifiques		<p>Des personnes à besoins spécifiques ont été signalées parmi les déplacés lors des groupes de discussion telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 03 personnes en situation d'handicap physique - 10 personnes en situation de handicap (visuel) - 06 femmes veuves cheffe de ménage sans soutien, - 03 femmes enceintes ; - 05 enfants dont 02 filles et 03 garçons souffrant de paludisme <p>Il est à noter que les enfants, les femmes et les personnes âgées sont les plus exposés à cause de leurs statuts et leurs âges. Ils n'ont pas de force ou moyens pour faire face à un danger.</p>	<p>Aux acteurs de la santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire la prise en charge des personnes malades - Faciliter l'accès des femmes enceintes aux consultations prénatales <p>Aux acteurs de la sécurité alimentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les ménages vulnérables en vivres, - Appuyer les ménages vulnérables en cash
Lutte anti-mine		<p>Selon les PDIs, elles n'ont aucune information sur la présence des engins explosifs improvisés sur le site de départ ainsi que sur les sites d'accueil. Par précaution, elles évitent les environs du camp des FAMA et la brousse qui pourraient être le sujet de ces engins explosifs improvisés.</p> <p>Aux regards des discussions et entretiens avec quelques informateurs clés, les communautés n'ont jamais reçu d'éducation, ni de sensibilisation sur les bonnes pratique et les mesures de mitigation liées aux risques des engins explosifs mais selon un informateur clé il a connaissance et</p>	<p>Aux acteurs de la lutte anti mine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des séances d'éducation aux risques des mines/EEI (engins explosifs improvisés).

		a bénéficié d'une formation sur les risques liés aux engins explosifs improvisés.	
Ressenti psychologique		<p>Au cours des groupes de discussion et avec les informateurs clés il a été ressorti des informations selon lesquelles les déplacés présentent des signes de troubles psychologiques car certains enfants font des cauchemars et sursautent les nuits au cours du sommeil.</p> <p>A la lumière des observations de l'équipe les enfants parviennent quand même à jouer avec leurs camarades d'âge cela facilite leur intégration au sein de la communauté hôte.</p>	<p>Aux acteurs de la protection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire une prise en charge psychosociale pour les enfants présentant des troubles psychosociaux.
Terre, logement, propriété (LTP)		<p>Au regard des observations directes de l'équipe, à travers les groupes de discussions dirigées et avec les informateurs clés, les PDI n'ont rencontré aucun problème foncier sur ces sites, Elles ont été accueillies et installées par les chefs des trois sites (Tinmèwène, Tintiklite et Tangambara). Les communautés, en fonction de leurs moyens, ont appuyé les personnes déplacées internes en couvertures pour pouvoir se couvrir et se protéger contre les intempéries de la nature. C'est à l'aide de ces couvertures et de vieux habits qui leurs ont été offert par la communauté d'accueil que les PDI ont pu construire leurs abris de fortune.</p> <p>Étant donné que les PDI comptent rester longtemps, elles risquent de rencontrer d'autres problèmes comme des tensions liées à l'exploitation de la terre, à l'usage des ressources de la terre et autour des points d'eau qui appartiennent à la communauté hôte. Selon les propos des PDI, elles n'ont pas connaissance des mécanismes de gestion des conflits fonciers par contre les informations reçues avec quelques informateurs clés montrent que les autorités locales et la chefferie sont les gestionnaires des litiges fonciers. Il faut signaler que dans la zone aucun</p>	<p>Aux acteurs Abri :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Doter les PDI en abris d'urgence <p>Aux acteurs de LTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des séances de sensibilisation sur l'importance des documentations civiles.

		document de propriété n'est délivrés l'attribution des terres se fait de façon coutumière.	
Accès aux services de base		<p>A travers les discussions de groupe et avec les informateurs clés, il a été rapporté l'existence d'un seul Centre de santé communautaire dans le village de Tintelout, situé à 2 km de Tangambara, 7 km de Tintiklite et à 12 km de Tinmèwène, Les endroits sont loin des sites des déplacés et les PDI ne disposent pas des moyens (transport et financiers) pour s'y rendre., Selon les informateurs clés certaines PDI se rendent soient à Tintelout, à Douekiré ou Tombouctou pour se soigner mais il est a noté que dans le CSCOM de Tintelout et Douekiré, il y'a un manque crucial de personnel qualifié, des soins de santé adéquat, c'est la raison pour laquelle ceux qui disposent de peu de moyens financiers se rendent à 30 km du site à savoir Tombouctou pour des consultations et soins. Les frais de consultation de consultation dans les centres de santé de Tintelout et Douekiré s'élèvent à 100 F par ailleurs à Tombouctou les frais s'élèvent à 1000F à l'hôpital régional et au Csref. A l'instar des autres services sociaux de base, les PDI s'approvisionnent hebdomadairement au cours de la foire de Toya ou à Tombouctou.</p> <p>Concernant les écoles : à Tinmèwène il y'a une école de 3 classes, à Tintiklite il n'y a même pas d'école et à Tangambara un hangar servant de classe, toutes ces écoles ne fonctionnent pas normalement à cause de la présence des groupes armés à idéologie religieuse, soit les classes sont délabrées, soit il y'a un manque de personnel qualifié. Les obstacles que les PDI rencontrent sont la distance, la</p>	<p>Aux acteurs de la santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des cliniques mobiles sur les sites d'accueil <p>Aux acteurs de Wash :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des points d'eau modernes sur le site de Tintiklite - Mettre en place des latrines séparées par sexe et accessibles aux personnes en situation de handicap <p>Au acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les PDI en cash.

		<p>pauvreté et l'insécurité recrudescence sur les sites d'accueil et environs.</p> <p>Au regard des observations, et les entretiens avec les informateurs clés, sur le site de Tinmèwène il existe un forage qui les approvisionne tout comme à Tangambara, contrairement à Tintiklite ou il n'existe pas de point d'eau, les communautés partent puiser de l'eau à Tinmèwène ou au fleuve qui se situe à 2 km du site, ce qui expose davantage les femmes et les filles qui font les corvées d'eau aux risques d'agressions sexuelles ou physiques . L'eau est payante sur le site de Tinmèwène (500f par mois pour chaque ménage de la communauté hôte et 50F pour chaque ménage de PDI).</p> <p>Enfin, il n'existe pas de latrine dans les 3 sites. La défécation se fait à l'air libre.</p>	
<p>Impact du COVID-19 sur l'environnement de protection</p>		<p>Il a été signalé lors des entretiens avec les groupes de discussions et avec les informateurs clés que les PDI ont connaissance de quelques mesures barrières comme le lavage des mains au savon, le port du masque l'assainissement des locaux et la distanciation sociale. Les PDI ont l'information sur l'existence de la maladie de Covid 19 à travers les médias (radio) mais elles trouvent que c'est une pure invention de la part des autorités. Selon les PDI, elles n'ont pas été infectées par la Covid 19 et n'ont jamais rencontré des victimes de Covid 19. Par contre la maladie a affecté tout le monde par sa vague de pauvreté et de restriction de mouvement et a apporté un changement dans le mode de vie de certaines personnes (par exemple, elles ne se donnent plus la main pour se saluer).</p>	<p>Aux acteurs de la santé/Covid :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des activités de sensibilisation sur les mesures barrières de la Covid 19 sur les sites d'accueil des déplacés. - Organiser des activités de sensibilisation sur l'importance de faire la vaccination de la Covid sur les sites des déplacés.

		<p>A signaler que aucun cas de Covid-19 n'a été déclaré dans la commune d'Alafia.</p>	
<p>Autre</p>		<p>Le déplacement de la communauté d'Essakane sur les sites de Tinmèwène, Tintiklit et Tangambara à occasionné le déséquilibre économique et social sur les sites d'accueil. Cette situation a rendu plus vulnérables les communautés qui étaient déjà dans le besoin. Selon les informations reçues des entretiens de groupes de discussion et des informateurs clés, leurs plus grands besoins aujourd'hui ce sont les vivres, activités génératrices de revenus, couvertures, moustiquaires, nattes et ustensiles de cuisine, l'eau surtout sur le site de Tintiklite. Les PDI en cette période de changement climatique (fraicheur et de poussière) sont exposées à des maladies comme le paludisme, la toux et le rhume.</p> <p>Les ménages déplacés qui étaient habitués à boire du lait se retrouvent aujourd'hui sans animaux. Enfin, au niveau vestimentaire, certains n'ont que les habits avec lesquels, ils ont pu s'enfuir.</p>	<p>Aux acteurs de la santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la prise en charge des personnes malades ; <p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les ménages déplacés en AGR. - Appuyer les PDI en kits NFI (couvertures, moustiquaires, nattes, bidons,) - Appuyer les enfants PDI en kits vestimentaires.